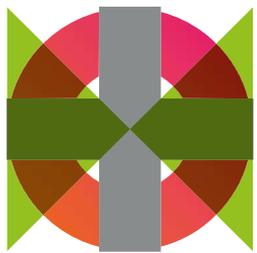
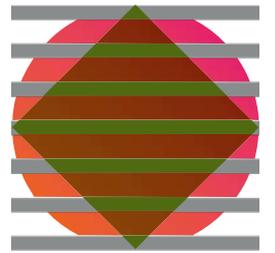
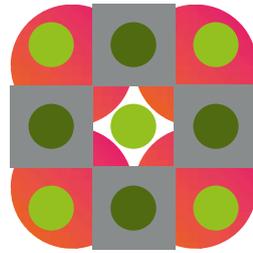
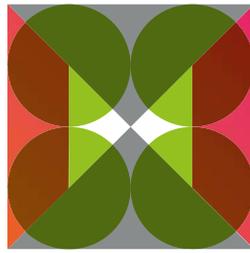
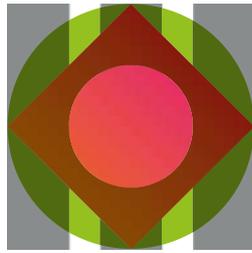
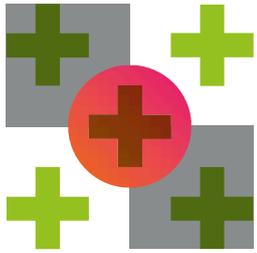


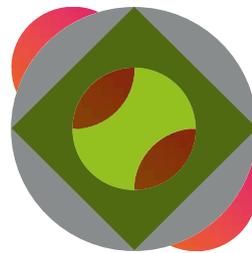
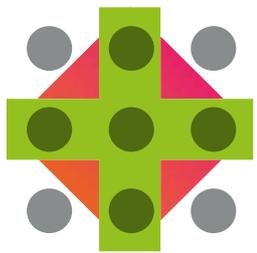
BILAN



8^{ÈME} RENCONTRES EUROPÉENNES DE LA PARTICIPATION

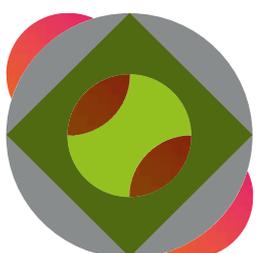
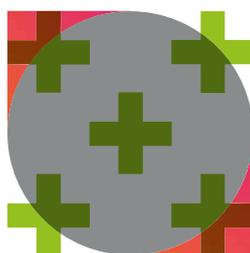
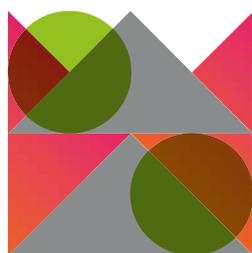
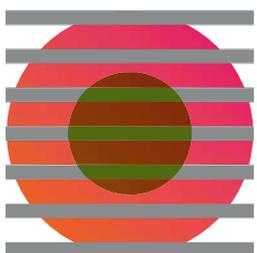
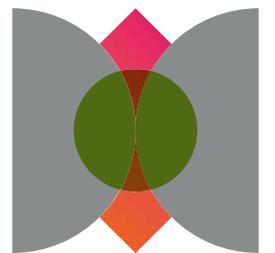
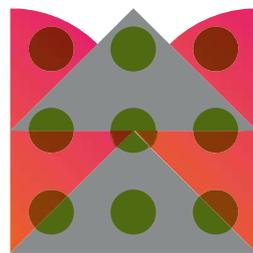
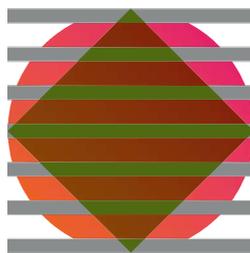
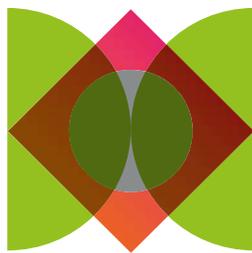
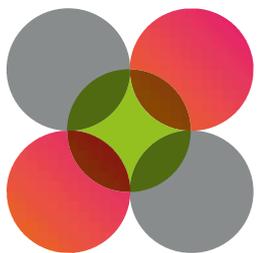
TOULOUSE

du 1^{er} au 3
juillet
2024



EN NUMÉRIQUE

4 et 5 juillet
2024



toulouse
métropole

décider
ENSEMBLE



SOMMAIRE



BILAN QUANTITATIF

Les chiffres clés	4
Le profil des participants	5
Le programme	8
Les nouveautés	11
Les plus gros succès	13
Recommandations	14
La 8e édition en replay	16
La communication	17
Ils en parlent	18



ANALYSE ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Introduction	20
La transition numérique	21
La transition environnementale et sociétale..	25
La transition démocratique	29
La dimension européenne	36
Conclusion	38



LA PROCHAINE ÉDITION

38



**8ÈME RENCONTRES EUROPÉENNES
DE LA PARTICIPATION**

Comment la participation peut-elle
accompagner les transitions de demain ?

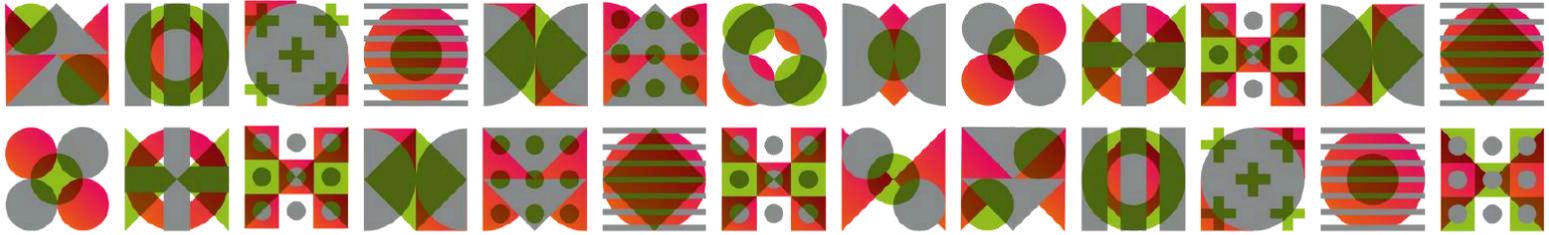
du 1^{er} au 3 juillet 2024
TOULOUSE

4 et 5 juillet 2024
EN NUMÉRIQUE

8E RENCONTRES EUROPÉENNES DE LA PARTICIPATION



BILAN QUANTITATIF





LES CHIFFRES CLÉS

1 600 PARTICIPANTS
AU TOTAL



Pendant 3 jours à
Toulouse

Pendant 2 jours en
numérique

 1 000 participants

 600 participants

 près de 70 ateliers

 12 ateliers

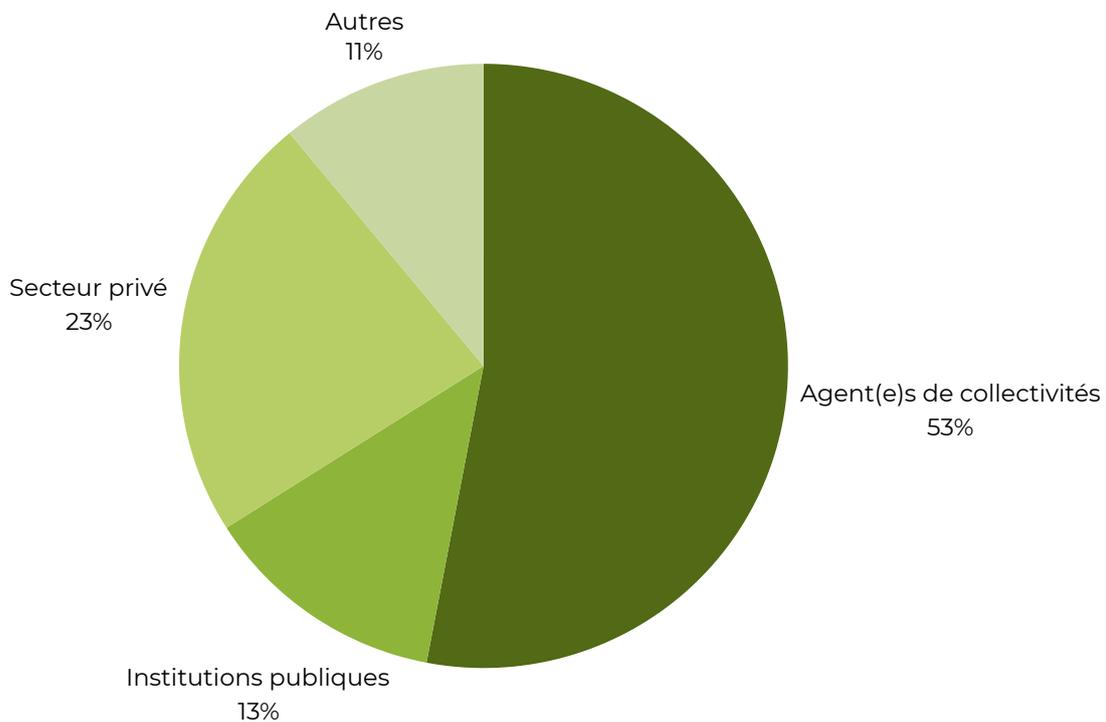


95% de satisfaction générale



LE PROFIL DES PARTICIPANTS

? LE PROFIL



Forte présence des **collectivités** (53%) dont :

- 2 Régions
- 10 Départements
- 11 Métropoles
- 63 Villes

De nombreuses invitations ont également pu être distribuées par Toulouse Métropole aux citoyens et acteurs du territoire pour participer à au moins une journée des Rencontres.

Suivi cette année encore par les **institutions publiques** (13%)

Parmi **les plus importantes du domaine au niveau national** : la CNDP, le CESE, le Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires, le ministère de la Transformation et de la Fonction Publiques, la Banque des Territoire ou encore l'IRSN.

Présence **d'élus**, venus notamment partager, autour de tables rondes, leurs expériences et leurs démarches participatives mises en place à l'échelle de leur territoire. Un atelier leur était spécifiquement dédié.



Puis par le **secteur privé** :

Les **entreprises, agences** et **associations** représentent quant à elles environ 23% des participants.

Pour ce qui est de la **répartition femmes / hommes**, nous comptabilisons environ 53% de femmes pour 47% d'hommes.

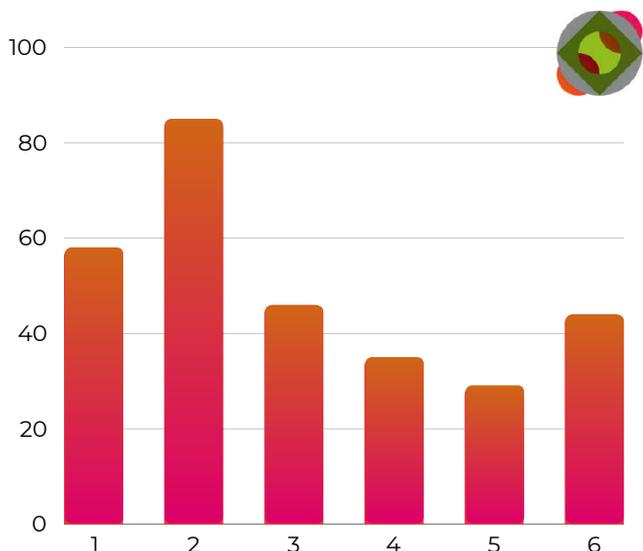
La présence des **jeunes** est de plus en plus importante :

- Des **étudiant(e)s** du Master Ingénierie de la Concertation de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ont organisé un atelier et contribué à la rédaction de certains comptes-rendus.
- Des **jeunes de la région Occitanie** ont organisé un atelier portant sur l'intégration des 15-30 ans comme défi des instances de concertation citoyenne.
- Des **jeunes toulousains** ont participé à l'atelier sur la campagne EurHope
- De nombreux **étudiant(e)s** issu(e)s de formations diverses en lien avec les questions de gouvernance et de participation citoyenne.



LEURS ATTENTES

Les Rencontres européennes de la participation sont un événement incontournable dans le domaine de la participation citoyenne. C'est le lieu qui permet aux participant(e)s de se former, de découvrir de nouvelles méthodes et pratiques, mais aussi de rencontrer de nouveaux acteurs et actrices et de réseauter. Le graphique ci-dessous reprend les raisons pour lesquelles les participants et participantes se rendent aux Rencontres.



1. Rencontrer de nouveaux acteurs et actrices ;
2. Découvrir de nouvelles méthodologies, pratiques ou expériences ;
3. Échanger sur mes problématiques et trouver des solutions ;
4. Retrouver mon réseau ;
5. Prendre la température et l'état de la démocratie ;
6. Me former.

L'objectif des Rencontres est aussi que les participants puissent repartir avec des actions et des solutions concrètes à mettre en place avec les citoyens et citoyennes de leur territoire. Le nuage de mots ci-dessous recense les bénéfices de l'évènement selon les personnes participantes.





LE PROGRAMME

• 5 GRANDES JOURNÉES

De partage, de convivialité et de débats constructifs : 3 jours à Toulouse puis 2 jours en numérique.



• 80 TEMPS D'ÉCHANGES

31 ateliers dont **11** européens (certains en format hybride ou traduit), **21** partages d'expériences, **13** débats. Des formats novateurs avec **une** arène citoyenne, **2** jeux, **un** théâtre et **une** formation réservée aux élus.

7 ateliers de gestion du stress par la posture et la respiration ont également été proposés tout au long de ces journées.

12 ateliers en numérique.



• 1 THÈME

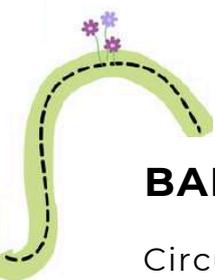
COMMENT LA PARTICIPATION PEUT-ELLE ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS DE DEMAIN ?

• 3 TRANSITIONS

Thématique abordée au travers de 3 grandes transitions :

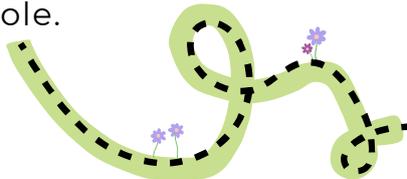
- Transition **démocratique**
- Transition **environnementale et sociale**
- Transition **numérique**





BALADES URBAINES AU TRAVERS DE LA VILLE ROSE

Circuits à pied, en vélo, en bus, en tramway ou encore en téléphérique... les 9 parcours proposés le lundi après-midi par Toulouse Métropole ont fait découvrir à 400 individus 28 projets et dispositifs participatifs au travers de 13 quartiers toulousains et 4 d'autres communes de la Métropole.



SOIRÉE D'ACCUEIL

Aux Espaces Vanel à Toulouse le lundi soir, le public a pu profiter des prises de paroles officielles de **Maroua Bouzaida**, Vice-Présidente de Toulouse Métropole, **Brigitte Fargevielle**, Vice-Présidente et trésorière de Décider ensemble et directrice dialogue et concertation du groupe EDF, **Cécile Sornin**, Vice-Présidente de Décider ensemble et adjointe à la Maire de Mulhouse. La soirée s'est poursuivie par des animations culturelles et artistiques avec notamment la venue d'une fanfare occitane, ainsi que d'un buffet.



DE NOMBREUX MOMENTS DE PARTAGE

Les participantes et participants ont pu se retrouver pour des moments de co-working autour de pauses café et lors des moments de restauration afin de favoriser le réseautage et les nouvelles relations.



LE VILLAGE DES STANDS

Les **20 stands**, positionnés sur les pourtours de l'espace commun du Centre des Congrès où les 1 000 participant(e)s se retrouvaient lors des moments de convivialité tels que les repas ou les pauses networking ont permis aux structures locales, nationales et européennes de présenter leurs activités et d'échanger avec le public présent.

La localisation des stands a été particulièrement appréciée, ce qui a facilité les échanges pendant les temps de pauses.



LA PRÉSENCE D'UN MÉDIA INDÉPENDANT DE LA DÉMOCRATIE



Elliot Clarke, fondateur de MOB, un média indépendant de la démocratie, était parmi nous pour filmer l'évènement et interviewer les participant(e)s des Rencontres.

La vidéo qu'il a réalisée est disponible sur la chaîne Youtube de Décider ensemble et a déjà cumulé de nombreuses vues.

LE CLIP VIDÉO

DES RENCONTRES QUI SE POURSUIVENT EN NUMÉRIQUE

12 ateliers gratuits, participatifs et ludiques ont été proposés en visioconférence à la suite des rencontres à Toulouse. Animés par des spécialistes du domaine et articulés autour de démarches inspirantes et innovantes, ces ateliers ont été suivis par plus de 600 personnes au total !





LES NOUVEAUTÉS



UNE APPLICATION DÉDIÉE

Pour cette 8e édition, les Rencontres avaient leur propre application ! Centralisation des inscriptions, fil d'actualité, trombinoscope des participant(e)s, informations sur les stands et les partenaires, autant de fonctionnalités qui ont apporté un nouveau dynamisme à l'évènement.

En tout, au cours des trois jours des Rencontres à Toulouse, l'application a enregistré **126 589 visites**.

UN PROGRAMME CONSTRUIT AUTOUR DES TRANSITIONS

Cette année, les ateliers étaient répartis en **3 familles de transitions**. L'objectif était d'aborder le thème sous différents angles pour tenter de traiter ce dernier de la façon la plus complète possible. Le public des Rencontres a été invité à confronter ses pratiques ainsi que ses idées et à se questionner sur le rôle de la participation citoyenne dans l'évolution de la société.

Plus de 90% des participant(e)s affirment repartir avec des méthodes à mettre en place sur leur territoire et des contacts leur permettant d'échanger par la suite pour une réalisation optimale des méthodes et processus participatifs.

UN ACCENT PARTICULIER MIS SUR LES ÉCHANGES

Pour tenter de répondre au mieux à la demande de formats plus participatifs et horizontaux possibles, plusieurs stratégies ont été employées lors de ces Rencontres :

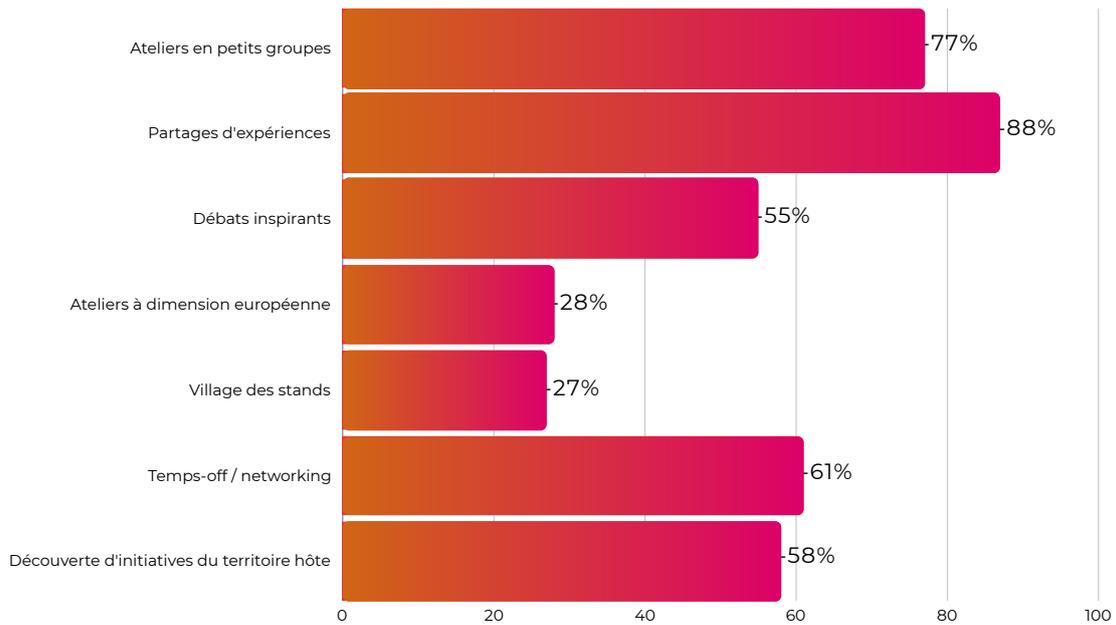
- Les salles de petite capacité ont été privilégiées
- Des formats novateurs ont fait leur entrée avec une arène citoyenne, des jeux, et un format « théâtre »

Ceux-ci ont contribué à la réussite de cette nouvelle édition avec plus de 95% de satisfaction pour ces nouveaux formats.

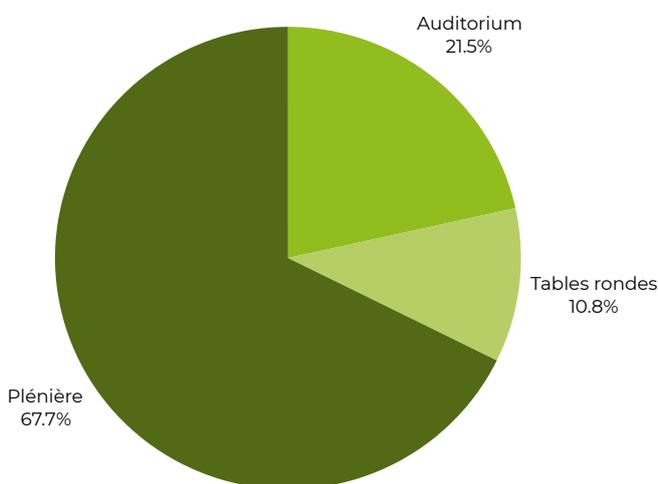
- Ateliers Focus expériences européennes
- Atelier Club des élus locaux qualifié de "très instructif" et "enrichissant" pour 88% des répondants.
- Formation des élus locaux qui a obtenu 100% de satisfaction, incitant les participants à souhaiter participer à d'autres formations.



Le graphique ci-dessous rend compte des formats les plus appréciés par les participants de cette 8e édition des Rencontres.



Les moments de partage sont, selon les résultats de notre enquête de satisfaction, les plus appréciés par le public des Rencontres.



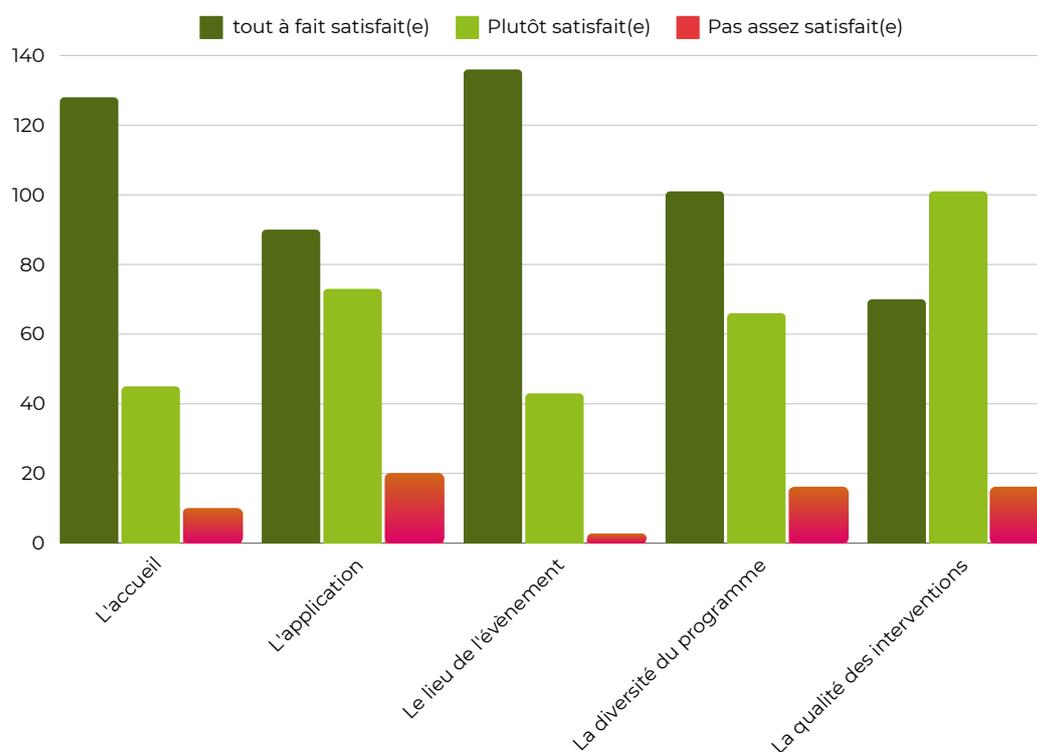
Pour aller encore plus loin, nous constatons après avoir sondé les participant(e)s que plus de la moitié souhaiteraient ne pas retrouver la plénière lors des prochaines éditions, comme en témoigne le graphique ci-contre.



LES PLUS GROS SUCCÈS

Le graphique ci-dessous rend compte du degré de satisfaction des participant(e)s quant aux différents éléments de cette 8e édition des Rencontres.

Les données sont exprimées en valeurs absolues.



L'**accueil** et le **dynamisme de l'équipe** ont été particulièrement soulignés ainsi que le **lieu de l'évènement**.

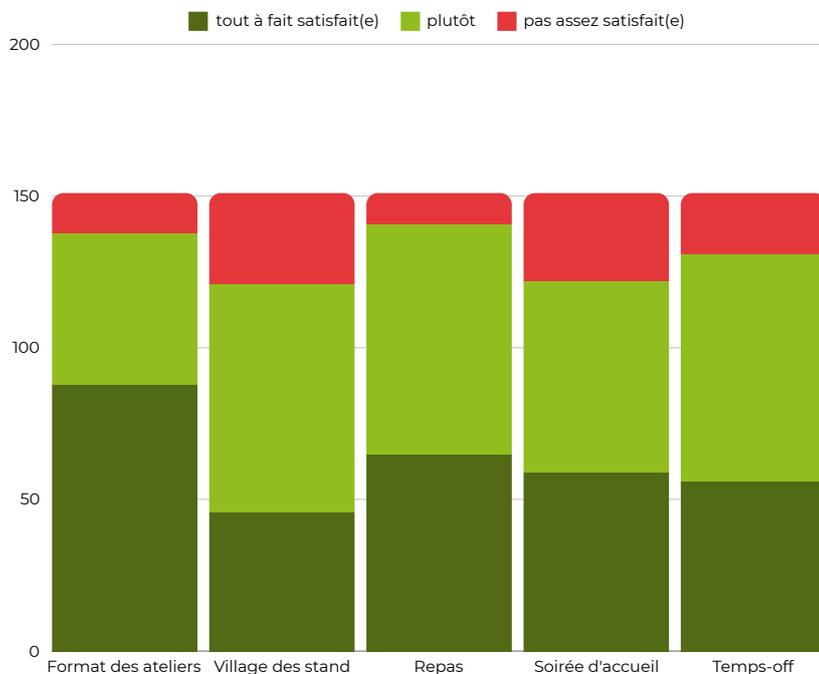
La **diversité** du programme ainsi que la **qualité** des interventions ont été très appréciées.

L'**application** a eu un fort succès qui a permis au public d'avoir l'ensemble des informations centralisées. Le fil d'actualité de l'application a fait vivre l'évènement par les partages d'informations avec et entre les individus.

La **pause sucrée glacée** a également été un franc succès, mettant en avant les producteurs locaux.

Par ailleurs, l'**atelier de gestion du stress** a rencontré un grand succès et a été l'un des premiers ateliers à afficher complet.

RECOMMANDATIONS



Les participant(e)s apprécient tout particulièrement les formats participatifs. Ainsi, il pourrait être intéressant de proposer davantage de jeux ou de théâtres lors de la prochaine édition. Les partages d'expériences restent malgré tout un format très aimé des participants. Il faudra donc veiller à garder un bon équilibre entre ateliers participatifs et partage d'expériences.

Il faudrait veiller à proposer davantage d'alternatives végétariennes. L'organisation des lunch bag est également un point à améliorer pour la prochaine édition.

Bien que très appréciée dans l'ensemble, quelques remarques ont été faites quant à la difficulté dans les échanges en raison du bruit ambiant.

L'organisation générale des temps-off serait à revoir afin de permettre à chacun d'avoir une meilleure visibilité sur le programme de ces derniers et faciliter leur accessibilité.

UNE AUTRE PISTE

Il pourrait être intéressant de mettre en place un système d'inscription via l'application directement tout en gardant la possibilité de réaliser son inscription via internet.



LA 8E ÉDITION EN REPLAY

LES COMPTES RENDUS

Les comptes rendus de chacun des ateliers des Rencontres sont disponibles sur le site internet de Décider ensemble :

[LES COMPTES RENDUS](#)

LA VIDÉO DES RENCONTRES

Retrouvez le clip vidéo réalisé par Elliot Clarke lors de ces Rencontres toulousaines :

[LE CLIP VIDÉO](#)

LE REPLAY DES ATELIERS EN NUMÉRIQUE

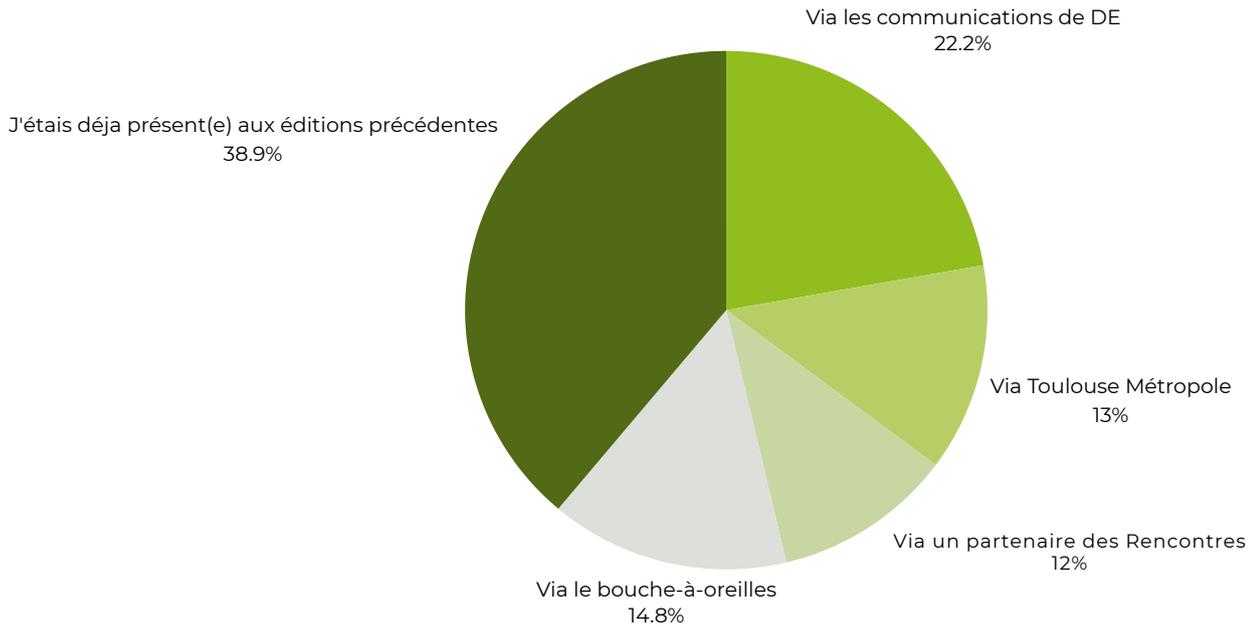
Les ateliers des rencontres en numérique ont été enregistrés et sont disponibles sur la chaîne Youtube de Décider ensemble. Une playlist répertorie tous les enregistrements :

[LES ENREGISTREMENTS](#)



LA COMMUNICATION

? NOTORIÉTÉ DES RENCONTRES



Si la majorité des personnes étaient déjà présentes aux éditions précédentes, près de 25% d'entre elles disent avoir connu les Rencontres au travers des différentes communications de Décider ensemble.





ILS EN PARLENT

Plus de **15 articles** écrient à propos de la 8e édition des Rencontres Européennes de la Participation soulignent l'importance de cet événement pour la démocratie participative en Europe. Ils mettent en avant les débats et innovations qui y ont été discutés, reflétant l'intérêt croissant pour l'engagement citoyen dans les processus démocratiques.



[\[Retour d'expérience\]_
Les 8ème Rencontres européennes
de la participation !](#)



[Rencontres européennes de
la Participation](#)



[Retrouvez la CNDP aux Rencontres
européennes de la participation à
Toulouse du 1er au 3 juillet 2024](#)



[Les Rencontres européennes
de la participation 2024](#)



[Toulouse accueille les Rencontres
européennes de la participation](#)



[Succès du "serious game" de
l'IRSN aux 8èmes Rencontres
européennes de la participation
à Toulouse](#)



[Retour sur les Rencontres
européennes du CESE](#)



**8ÈME RENCONTRES EUROPÉENNES
DE LA PARTICIPATION**

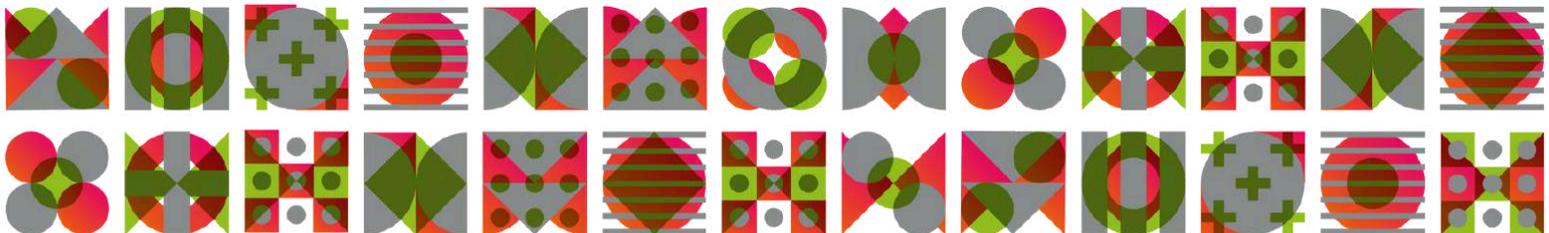
Comment la participation peut-elle
accompagner les transitions de demain ?

du 1^{er} au 3 juillet 2024
TOULOUSE

4 et 5 juillet 2024
EN NUMÉRIQUE

8E RENCONTRES EUROPÉENNES DE LA PARTICIPATION

ANALYSE ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES





LES RENCONTRES, UN LIEU D'ÉCHANGES ET DE PRODUCTION

Avec plus de 1 600 participant(e)s et 80 temps d'échanges, les Rencontres Européennes de la Participation se sont affirmées comme un lieu privilégié pour le **partage**, la **réflexion** et la **production collective**. Pendant une semaine, les participants ont eu l'occasion de participer à des partages d'expériences, des ateliers interactifs, des balades urbaines et des jeux sérieux, mettant en lumière les sujets et les méthodes de la participation citoyenne en France et en Europe. Pour la première fois, notre bilan ne se concentre pas seulement sur la quantité des échanges, mais aussi sur la qualité des productions générées lors de cet événement incontournable pour nourrir au mieux cette rentrée mouvementée.

D'après le questionnaire permettant un retour sur l'événement, les Rencontres ont été selon les participants un espace pour **discuter de diverses problématiques et trouver des solutions** (45%), **découvrir de nouvelles pratiques, expériences et méthodes** (85%), et **se former**. Cependant, il est crucial que ces éléments, échanges et découvertes ne se limitent pas à la durée des Rencontres, mais qu'ils génèrent un élan permettant au travail accompli durant ces journées de continuer à évoluer et à renforcer la démocratie participative sur les territoires.



Comment la participation peut-elle accompagner les transitions de demain ?

Les thématiques abordées, subdivisées en trois grands axes — **transition numérique** (13 ateliers), **transition démocratique** (35 ateliers) et **transition environnementale et sociétale** (32 ateliers) ont été largement appréciées, avec un taux de retour positif de près de 90%. La diversité des thèmes et des formats des ateliers a particulièrement séduit le public des Rencontres.

Ce bilan propose un aperçu des éléments clés discutés durant ces sessions, touchant des sujets variés comme l'inclusion, la participation des jeunes, le genre, et l'articulation entre agent(e)s, citoyen(ne)s et élu(e)s dans les processus participatifs. Il offre une vue d'ensemble des thèmes et des idées issus de cette 8e édition, basé sur les comptes rendus détaillés des différentes sessions. Nous espérons que ces éléments pourront faire l'objet de plus amples ateliers, discussions et débats par la suite.



TRANSITION NUMÉRIQUE.

13 ateliers



Pourquoi parler de transition numérique ?

La transition numérique **bouleverse** depuis plusieurs années les méthodes de travail, tant dans le domaine de la participation que dans les entreprises ou les études. Les outils numériques, souvent peu considérés comme des technologies à part entière, sont utilisés dans les actions publiques sans que leurs conséquences soient systématiquement étudiées. Or, les outils numériques **impactent** les méthodes de travail et les résultats produits sont loin d'être neutres. Dans cette mesure, ces Rencontres ont été l'occasion d'aborder pour la première fois l'impact de cette transition sur la participation citoyenne et sur les pratiques des acteurs concernés.

Le numérique, un outil complémentaire

Le numérique génère souvent une inquiétude quant à un éventuel remplacement de la participation en présentiel. Les différents ateliers qui ont questionné son utilisation dans les processus participatifs ont montré que, bien que ces outils doivent être intégrés et étudiés, ils doivent toujours venir **en complément** de dispositifs plus traditionnels et présentiels. Les ateliers, tels que ceux animés par le *Stanford Deliberative Democracy Lab* et *Democracy Technologies*, ont mis en évidence les avantages du numérique en tant qu'outil complémentaire.

Le numérique se révèle être un outil **protéiforme** permettant de toucher un **large public** et de mener de **grandes concertations** transfrontalières. Les exemples de projets comme *EurHope* et la *Conférence sur l'Avenir de l'Europe* illustrent bien la pluralité permise par les outils numériques : atteindre des personnes à travers le monde et recevoir un très (parfois trop) grand nombre de contributions, tout en réduisant les barrières linguistiques et géographiques.

Le numérique se révèle également comme une solution prometteuse à une échelle micro, offrant un complément efficace pour les petites collectivités. Il enrichit les dispositifs en présentiel tout en générant des gains de temps et d'efficacité. *Cap Collectif* et *La Banque des Territoires* ont illustré ces avantages à travers l'expérience menée à Roquemaure.



Ce complément numérique facilite souvent **l'élargissement de la participation** en incluant des personnes qui ne se seraient pas déplacées autrement. Les taux de participation peuvent parfois surpasser ceux des élections locales et atteindre des niveaux comparables à ceux des grandes collectivités. Ainsi, le numérique permet à la participation citoyenne de s'ancrer dans des territoires où son implantation serait autrement plus complexe, tout en favorisant une audience plus diverse.

Si cet outil semble magique et aux opportunités multiples, les ateliers ont tout de même souligné **l'importance de son couplage à la délibération en présentiel**. Ce modèle présentiel demeure un idéal, comme le démontre le *Stanford Deliberative Democracy Lab* qui cherche à développer une plateforme permettant la délibération qui se rapproche le plus possible d'un modèle présentiel. Encore en phase de développement, ces nouvelles méthodes questionnent et apportent beaucoup à la concertation, qu'elle soit de grande ou de petite échelle.

Le numérique pour quel type de participation ?

Le vote électronique, le referendum local, la délibération...comment le numérique nous impacte-t-il?

L'utilisation du numérique soulève plusieurs questions, comme en témoignent les interrogations autour du vote en ligne. Des préoccupations éthiques et pratiques émergent : comment garantir la confiance, retracer les votes, assurer la prise en compte correcte des informations et garantir la sécurité des données ? Ces questions sont au coeur des recherches sur le développement des outils en ligne, où le vote est souvent intégré comme l'une des fonctionnalités (budget participatif, concertation sondage, etc.)

En présentant sa plateforme aux Rencontres, *Electis experience* a souligné que 3 conditions sont nécessaires pour assurer la mise en place d'un système de vote numérique :

LA VÉRIFICATION

complète des informations récoltées

LA TRANSPARENCE

des logiciels utilisés (architecture, opensource)

L'ABSENCE DE STOCKAGE

des données à l'insu des utilisateurs



Les outils numériques sont également utilisés sous d'autres formes lors des concertations : commentaires, échanges en ligne, réunions virtuelles, outils en ligne (klaxoon) qui ont d'ailleurs été utilisés lors des journées numériques des Rencontres Européennes de la Participation. D'autres outils numériques plus innovants, tels que le jumeau numérique à Mulhouse et les cartes participatives *DIPAS* (Digital Participation System) à Hambourg, ouvrent de nouveaux horizons pour favoriser la participation de toutes et tous, de façon plus inclusive.

Le numérique transforme et redéfinit le travail participatif

Émergence de nouveaux outils



Nécessité d'adaptation et de formation des acteurs

Les outils numériques offrent un nouveau moyen de toucher un public plus large et permettent d'aller vers des publics moins visibles habituellement (les jeunes par exemple). Cependant, il est crucial de rester vigilant, car de nombreux ateliers ont souligné la tendance du numérique à reproduire les discriminations et biais existants (sexistes, racistes, etc).

Émergence de nouveaux outils



Modification des méthodes de travail dans la conception, la restitution et la prise en compte des contributions

L'IA peut notamment faciliter la création de synthèses, mais cela présente le risque de venir concurrencer les synthèses humaines, qui restent pourtant essentielles. Dans le domaine de la concertation, le numérique peut offrir un gain de temps précieux, mais il est important de ne pas compter uniquement sur les nouvelles technologies et de maintenir la possibilité d'intervenir directement. Celle-ci permet de maintenir des bases fondamentales de la participation citoyenne, telles que l'inclusion, la convivialité et de respecter les spécificités des territoires.



Conclusion

NUMÉRIQUE

MISE EN PLACE DE NOUVELLES MÉTHODES DE CONCERTATION ET DE RECUEIL DE DONNÉES

Le numérique soulève de nombreuses questions dans le champ de la participation. Avec les possibilités qu'il ouvre, il vient questionner **éthiquement** et **pratiquement** la mise en place de nouvelles méthodes de concertation et de recueil de données. Exploré par un champ très précis de la participation, ses **impacts** sur les méthodes participatives et les métiers du domaine sont encore trop peu étudiés.

Le numérique a encore de nombreux **défis** devant lui, notamment en ce qui concerne la transparence des données collectées, la fiabilité, et la sécurité des utilisateurs qui semblent être les conditions essentielles pour réussir l'intégration du numérique dans les processus de participation citoyenne.

Bien que trop peu abordée lors de ces rencontres, la transition numérique, évoquée dans ces ateliers, a permis de souligner l'importance croissante des outils numériques et des nouvelles possibilités qu'ils offrent.



TRANSITION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIÉTALE.

32 ateliers



Pourquoi parler de transition environnementale et sociale ?

La transition environnementale s'impose désormais comme une **nécessité incontestable**. Face au réchauffement climatique, il est crucial de transformer nos modes de pensée et d'action pour relever ces défis urgents. Dans ce contexte, la participation citoyenne joue un rôle central. En France, la *Commission Nationale du Débat Public* (CNDP) illustre parfaitement cet engagement en facilitant la concertation sur des projets d'envergure ayant un impact significatif sur le territoire.

Parallèlement, nos sociétés connaissent de profondes **mutations** : les évolutions politiques, numériques et démocratiques redéfinissent nos manières de vivre ensemble. Il est donc tout aussi essentiel d'aborder les transitions sociétales pour mener une réflexion globale sur ces enjeux.

La Participation Citoyenne pour faire face aux défis environnementaux

“DOIT-ON ENCORE DÉBATTRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ?”
titrait il y a quelques mois le journal démocratieS.

Ces rencontres ont été l'occasion d'aborder cette transition et son imbrication avec la participation citoyenne.



Le projet urbain, un défi écologique et sociétal

Plusieurs ateliers des Rencontres sont venus questionner notre lien à l'urbain ou au rural et aux manières de mieux impliquer les citoyen(ne)s dans ces différents domaines. Les projets urbains doivent changer de nature : ils doivent inclure le grand public de manière plus juste, s'inscrire dans la durée ou être réversibles pour pouvoir s'adapter aux usages futurs. Plusieurs ateliers ont proposé des solutions pour améliorer cette implication citoyenne.



INTÉGRATION DU PLUS GRAND NOMBRE

les tables de quartier présentées par *Pas sans nous* permettent d'inclure un grand nombre de personnes (souvent éloignées de la participation et de la prise de décision) lors de la définition des projets.

INTÉGRATION DES NON-USAGERS

le *laboratoire Mix des mobilités innovantes* propose une méthodologie pour impliquer les non-usagers des transports en commun dans la conception des projets urbains, permettant ainsi une meilleure prise en compte des besoins réels des citoyen(ne)s.

INTÉGRATION DES ÉCOLIERS

par les villes de Nantes, Lherm et Besançon, pour transformer les cours d'écoles en îlots de fraîcheur et toucher les enfants.

Ces trois exemples illustrent l'importance d'**impliquer les personnes que l'on n'entend pas toujours**, mais qui sont généralement directement concernées par les projets. Cela permet de garantir une transition écologique **inclusive**, répondant au plus près des besoins de toutes et tous. Tout ce savoir expérientiel doit être mis au service du bien commun.

Aller à la rencontre des habitants et habitantes dans les milieux ruraux représente également un défi, abordé notamment lors de l'atelier de *wpd* sur la transition écologique. Au-delà des projets urbains, des enjeux cruciaux comme le partage des espaces (*Codev de Toulouse, IDÉE 21*) et la gestion des ressources (énergie, eau, etc.) nécessitent une participation citoyenne active. C'est dans ce contexte que s'inscrit le partage d'expériences de la *métropole de Lyon*, montrant qu'il est possible d'adopter une approche démocratique pour le partage de la ressource en eau. L'atelier d'*EDF* a, de son côté, exploré les moyens de réaliser une transition énergétique efficace et juste pour le plus grand nombre.

De nouvelles méthodes participatives pour toucher au mieux les citoyens et citoyennes

Afin de toucher tous les publics pour effectuer cette transition, les Rencontres ont été l'occasion d'**explorer les méthodes innovantes**. Notamment les jeux et expériences immersives (entre autres les ateliers de *Chambery* et de *l'IRSN*) se sont révélés être des outils efficaces pour atteindre un large public. En se **mettant à la place d'autrui**, avec par exemple l'utilisation de *persona* (théâtre forum), les participants peuvent mieux appréhender les enjeux de la transition écologique et sociétale, comme ce fut le cas lors de l'atelier "*2 Tonnes*".



Dans les milieux ruraux, les projets d'urbanisme exigent des **approches innovantes** pour favoriser l'implication citoyenne à toutes les étapes, de la décision à la réalisation. Lors de son atelier, *UrbanLink* a présenté des solutions visant à mieux intégrer les citoyens dans les phases de maîtrise d'œuvre grâce aux nouveaux outils numériques tels que le BIM (building information modelling) et le CIM (construction information modelling). Ces technologies facilitent la collaboration entre la **maîtrise d'œuvre** et la **maîtrise d'ouvrage**, permettant ainsi de parler d'une seule voix à l'ensemble des parties prenantes et de mieux prendre en compte leurs avis.

L'implication de toutes les parties prenantes pour permettre l'aboutissement et le bon fonctionnement d'une démarche participative



L'importance du travail associatif

Ces Rencontres ont également été l'occasion de rappeler l'importance du **travail conjoint** des différentes parties prenantes. Ainsi, les collectifs associatifs permettent un important travail de réflexion et de sensibilisation auprès des publics éloignés sur des thématiques spécifiques de la transition écologique et sociétale. La question alimentaire a notamment été abordée lors de ces Rencontres, permettant de discuter de la sécurité sociale de l'alimentation et de l'importance du bien manger comme vecteur de solidarité (*Caissalim, Robin.es des Bennes, Au cœur de ma cantine*).



La prise en compte et le retour des élus : transparence comme maître mot

REDDITION DES
COMPTES

TRANSPARENCE
DES PROCESSUS DE
CONCERTATION

PRISE EN COMPTE
DES PROCESSUS DE
CONCERTATION

Pour beaucoup, la transition écologique ne pourra se faire sans démocratie participative, mais celle-ci doit absolument s'inscrire dans un processus décisionnel mis en place et permis par les élu(e)s d'un territoire.

Face à l'urgence climatique, un grand nombre de personnes souhaite accélérer le temps des procédures, en particulier le temps des concertations.



C'est dans cette optique que la CNDP se bat pour maintenir des concertations sur les projets à forts impacts environnementaux pour lesquels les habitant(e)s ont des expertises d'usages qui doivent être prises en compte et qui permettent d'éclairer les décisions. RTE, face à cette accélération, propose la mise en œuvre de concertation itinérante ou fontaine, dans les mêmes logiques de concertation que celle utilisée pour l'inclusion (aller vers). Comme le rappelle Tezelopa dans son webinaire, l'implication des citoyens peut parfois accélérer les projets de transition énergétique (exemple de la rénovation thermique).

Conclusion

ENVIRONNEMENTALE ET SOCIÉTALE

FAIRE PARTICIPER TOUT LE MONDE DANS UN CADRE D'URGENCE PLURITHÉMATIQUE; L'UN DES GRANDS DÉFIS DE NOTRE ÉPOQUE

Faire participer les citoyen(ne)s dans un cadre d'**urgence plurithématique** est l'un des grands défis de notre époque. Ces rencontres ont permis à de nombreux ateliers de **discuter** des meilleures méthodes pour atteindre de nouveaux publics aujourd'hui éloignés des dispositifs politiques et parfois des questions environnementales et sociétales, alors qu'ils sont souvent les plus touchés. Elles ont également souligné l'importance des associations qui œuvrent pour les transitions à toutes les échelles. Sans attendre la prise de décisions ou la mise en place d'actions institutionnelles, elles permettent de **faire évoluer** les situations et d'**agir** concrètement. Le partage des savoirs de terrain a été un véritable atout lors de ces Rencontres.

TRANSITION DÉMOCRATIQUE.

35 ateliers



Pourquoi parler de transition démocratique ?

Comme l'a démontrée la **situation politique** française et européenne (percée de l'extrême droite aux élections européennes, dissolution de l'Assemblée nationale suivie d'élections législatives anticipées) ainsi que le **contexte** des dernières années (baisse de participation aux élections, mouvements sociaux d'ampleur, sentiment de délaissement de certaines populations, etc.), la **crise démocratique** s'insinue progressivement au sein de nos sociétés fragilisant nos systèmes politiques et démocratiques. Certaines lois viennent également restreindre le champ de la participation citoyenne (CNDP-CNCE).

Alors, pour imaginer la société de demain, il est essentiel de replacer la question politique et démocratique **au cœur** de nos actions. La transition vers un monde plus souhaitable ne se fera pas sans transition démocratique. Face à la crise institutionnelle actuelle, il est crucial de favoriser la participation de toutes et tous aux décisions politiques.

Associer et partager la décision : le triptyque agents - élus - citoyens

Le triptyque agents - élus - citoyens est le **socle** de la démocratie participative. Ce thème a été particulièrement mis en avant lors des différents ateliers de cette année, car sans l'association de ces trois acteurs, ou en cas de mauvaise articulation entre eux, la mise en place d'une démarche de participation citoyenne semble compromise.

En effet, la volonté des élu(e)s est **indispensable**, et l'implication des services est **nécessaire**, non seulement pour mieux gérer les ressources humaines et financières requises pour instaurer une démarche participative, mais aussi pour garantir la prise en compte de la consultation citoyenne. Les citoyen(ne)s, sont **au cœur** de ce système, car ce sont leurs contributions et leurs idées qui contribuent au processus participatif.

L'association des trois est souvent **complexe** puisqu'elle impacte les ressources (humaines, financières et temporelles) des collectivités, qui doivent trouver des moyens de s'adapter. Les ateliers des Rencontres ont exploré différents axes pour aborder ce triptyque, en variant de points de vue et en proposant des méthodes innovantes, tant à l'échelle



de la collectivité qu'à celle de la mise en œuvre des démarches de participation citoyenne. La démocratie ne se joue pas simplement tous les six ans lors des élections municipales mais doit être enrichie d'un processus démocratique et participatif continue dans lequel toutes les parties prenantes peuvent s'exprimer.



“Acculturation, évaluation et collégialité” : le travail avec la population

Pour associer le grand public aux décisions politiques ou à la vie politique locale, certaines personnes proposent de **mettre en place des dispositifs pérennes de consultation, permettant aux citoyen(ne)s de nourrir les différentes instances en amont** (voir les ateliers de Bordeaux, Nantes, Paris, Blagnac, St Orens, Poitiers, Bruxelles). Ces dispositifs peuvent être **institutionnalisés**, comme c'est le cas en Belgique avec les *Commissions délibératives mixtes* et l'*Assemblée permanente pour le climat*. L'institutionnalisation de ces processus garantit leur pérennité, les transformant en outils démocratiques transpartisans plutôt qu'en instruments d'un parti ou groupe politique. Toutefois, pour éviter que ces dispositifs ne se figent, il est essentiel de **rechercher en continu leur amélioration** (comme le préconise *Missions Publiques*).

Les dispositifs et modalités sont également très variés et doivent **s'adapter** aux besoins spécifiques. Certaines consultations peuvent être “légères” et peuvent se réaliser en présentiel ou via des plateformes de consultation citoyenne (comme l'ont présentée *Grenoble* et *Bordeaux*). D'autres dispositifs, axés sur la co-décision, sont plus complexes à mettre en place, comme la *convention d'administration partagée à Colombes* ou encore l'*Assemblée de co-décision Poitevine*. La *convention d'administration de Clermont-Ferrand* (présentée avec Politeia), quant à elle, favorise les échanges entre élu(e)s et agent(e)s avant de solliciter l'avis des citoyens.

En amont des processus de participation, il est également possible de mettre en place des dispositifs permettant **d'amender ou de questionner les décisions**. Par exemple, à Strasbourg, la "mise à l'agenda politique" offre cette possibilité, tout comme le droit d'interpellation développé à Poitiers et Grenoble (voir l'atelier de l'*Institut Alinsky*).



D'autres mettent en place des dispositifs permettant l'action de toutes et tous *a posteriori*, en promouvant par exemple :

L'IMPLICATION DES CITOYEN(NE)S

vulgarisation des délibérations du conseil municipal pour que les citoyen(ne)s puissent ensuite venir émettre des amendements à Carpentras ; outil panoramique de *Make.org*

LE DROIT DE SUITE

afin de permettre aux participant(e)s et non-participant(e)s d'avoir un droit de regard sur le processus (CESE)

UNE PLUS GRANDE TRANSPARENCE

des décisions publiques pour favoriser la redevabilité

Pour **ancrer** la participation citoyenne et ses méthodes dans un territoire, les **chartes** sont un outil très prisé, car elles sont **modulables** en fonction des besoins. Une charte peut être rédigée sur la question de la participation citoyenne dans son ensemble, mais aussi spécifiquement sur un outil comme les budgets participatifs. Elle permet ainsi de définir les contours, les enjeux et les attentes de la participation.



Le point de vue juridique

Pour faciliter la mise en place de certaines actions, l'article L 131-1 du code des relations entre le public et l'administration donne un cadre relativement flou, mais existant pour permettre légalement de mettre en place des initiatives de participation citoyennes (cf. Camille Morio, atelier du *CD31* et *conférence sur le statut citoyen*)



Quelle place pour les élus dans ce triptyque ?

Il est également ressorti des Rencontres que **l'implication des citoyen(ne)s** dans le système décisionnaire n'est pas une évidence pour les élus. Plusieurs ateliers ont donc exploré cette question, comme l'atelier "*Faire entrer les citoyennes et citoyens dans la décision publique : jusqu'où peut-on aller ?*".

Parallèlement, **la place des élu(e)s** dans les processus participatifs est également examinée, notamment pour déterminer s'ils devraient être présents ou laisser les citoyen(ne)s discuter entre eux. Il a été convenu que leur présence peut être remise en question lors d'ateliers spécifiques, afin de trouver un bon compromis. Ce compromis vise à garantir une liberté de parole à toutes et tous tout en permettant aux élu(e)s de comprendre pleinement les enjeux de la délibération (voir l'atelier de *Smarter Together*).

La position des élu(e)s doit être **réfléchi en amont** : ce n'est pas une position d'expert qui est attendue mais une posture d'écoute et de prise en compte. Enfin, l'atelier de *Smarter Together* insiste sur le fait que la répétition des processus participatifs intégrant toutes les parties prenantes leur permet aux élu(e)s de mieux s'y intégrer et d'y participer pleinement.

La formation : un indispensable pour la transition démocratique

Pour promouvoir la participation citoyenne sur le territoire, les REPs ont souligné **l'importance de la formation** (*ICPC, DE*) tant pour les élus que pour les agents, sur les questions de **participation citoyenne** et d'**intelligence collective**.

Il est également crucial de former les acteurs et actrices de la participation citoyenne à l'animation d'ateliers collectifs (l'atelier de l'*ICPC* a permis de recenser plus d'une centaine de formations existantes sur ces questions).

C'est en effet par l'animation que les idées vont pouvoir **émerger** et c'est en s'adaptant au public cible que les résultats seront les **meilleurs**. Les REPs ont ainsi été l'occasion de tester et présenter de nouvelles méthodes innovantes de participation : telles que les jeux sérieux (Chambéry) ; les hackathons (*Big bloom*), ateliers d'intelligence collective (*DITP*), les tests par "essai-erreur" (*Collectif(s) créatif(s) des territoires*) ; la décision au consentement ou le vote avec son épargne (*Villiz*) etc. C'est par la formation continue que l'on pourra améliorer les pratiques de participation citoyenne ainsi que les compétences de celles et ceux qui la pratique.



Pour aller plus loin

D'autres acteurs et actrices sont encore plus ambitieux, comme Paris collectif qui parle de listes citoyenne ou comme *Enercoop Midi-Pyrénées* qui explore le fonctionnement en **totale horizontalité**. Si cela fonctionne bien à l'échelle d'une petite structure où les métiers sont similaires et la raison d'être de l'entreprise claire, les questions de charges mentales et de responsabilité juridique interrogent son possible élargissement à la société.

L'importance des invisibles

Ces Rencontres ont été l'occasion de rappeler certains éléments clés de la participation citoyenne, en particulier l'**inclusion**. De nombreux ateliers ont abordé cette question sous différentes formes, en parlant des « **invisibles** » et des « **sans voix** », tout en la mentionnant également dans d'autres contextes sans en faire le sujet principal. Un constat est clair : il est crucial de sortir du cercle des « TLM » (Toujours les mêmes), un constat qui s'applique également aux Rencontres elles-mêmes.

Quand on parle de démocratie, le terme « **inclusion** » revient de façon permanente pour conférer une **légitimité** aux processus et permettre une **diversité maximale** dans les publics ainsi que dans les contributions. De nombreux retours d'expériences ont mis en lumière cette nécessité. Par exemple, la *Croix-Rouge française* a souligné l'importance de reconnaître le savoir expérientiel, comme celui des personnes en situation de **handicap**, afin d'éviter que les politiques publiques soient validistes. La question du **genre** (regard féminin et des minorité de genre) est également cruciale. C'est au travers de ce prisme que la sécurité routière été à Prilly en Suisse (*IDEE 21*).

Les populations invisibilisées sont **nombreuses** : les « sans voix » comme définis dans le cadre de l'atelier du *projet Phoenix* peuvent être : les personnes en situation de précarité, les personnes sans domicile fixe, les populations rurales, les personnes isolées, illetrées, les personnes en situation d'illectronisme ou sans-diplôme, les enfants, les personnes âgées, les migrants, etc.



Ce groupe est vaste, mais il inclut aussi des catégories **moins théorisées**, telles que les non-humains (atelier de *Démocratie Ouverte*) ou les personnes dites « riches », également invisibles dans les processus de participation.

Cependant, ce constat n'est **pas une fatalité**, et de nombreuses **pistes** ont été soulevées pour favoriser leur participation. L'aller-vers reste le meilleur moyen de **promouvoir leur inclusion** (*Institut Bertrand Schwartz, IDEE 21, Département du Gers*), il faut par exemple :

LES IMPLIQUER LÀ OÙ ILS SONT PRÉSENTS

(enfants dans les écoles, personnes en situation de précarité dans les quartiers populaires, etc.)

DIVERSIFIER LES FORMES DE PARTICIPATION

en les adaptant au public : non-écrit, dessin, jeu, etc.

RECOURIR À DES ATELIERS EN NON-MIXITÉ

si nécessaire pour faciliter l'expression de chacun

PERMETTRE D'ÊTRE ACCOMPAGNÉ

ce qui peut inclure les enfants ou les personnes âgées dans les processus participatifs

L'inclusion doit aussi **se refléter dans les thèmes et les méthodes**, (comme détaillé dans la partie précédente). Elle passe par une utilisation appropriée du **langage** : adapter les messages aux populations visées, utiliser un langage inclusif, et éviter un jargon complexe (exemple du FALC (facile à lire et à comprendre))

Enfin, les questions de l'inclusion et de la diversité ne peuvent être traitées sans aborder la question de la **compensation**, de la **rémunération** et des **contreparties**. Cette question a été abordée dans de nombreux ateliers et a constitué le thème de la deuxième partie de la table-ronde sur le statut citoyen.



L'importance des jeunes

Les jeunes sont aujourd'hui l'un des principaux **cœurs de cible** des politiques de participation citoyenne. Souvent critiqués pour leur **absence** dans les processus institutionnels, les mobiliser est devenu un enjeu **crucial**. Plusieurs ateliers ont ainsi présenté des méthodes pour **mieux les intégrer** dans les dispositifs participatifs et faire **face aux freins** tels que la peur des élu(e)s, la peur de la hiérarchie, le manque de temps, et le manque d'attrait, entre autres.

Voici quelques éléments ressortis de ces ateliers (*Dijon, Anacej, Besançon, Région Occitanie*) :

PERMETTRE UN CHOIX

aux jeunes dans les modalités de leur participation

FAIRE UN RETOUR

auprès d'eux sur les éléments sur lesquels ils ont travaillé

ÊTRE FLEXIBLE

pour favoriser leur participation

RECONNAÎTRE LEUR APPORT

par des temps collectifs avec les élu(e)s ainsi que par d'éventuelles contreparties (reconnaissance des connaissances acquises, par exemple)

ADAPTER LES MODES DE PARTICIPATION

à l'âge du public (jeux, activités ludiques)

METTRE EN PLACE DES FORMATIONS

et faire preuve de bienveillance

S'ADAPTER À EUX

et non l'inverse



LA DIMENSION EUROPÉENNE

Pour cette 8^e édition des Rencontres, un focus particulier a été mis sur les **expériences européennes**, comme en témoignent la quinzaine d'ateliers « européens ». Ces ateliers ont couvert une diversité de sujets représentatifs des trois transitions majeures. L'essentiel à retenir de ces échanges est que **la participation citoyenne fonctionne à toutes les échelles** : locales, régionales, européennes (comme le montrent les panels citoyens européens), transfrontalières, etc. Ces échelles peuvent **se nourrir les unes des autres**, à l'image de la campagne européenne *EurHope*, qui s'est construite en lien avec des mobilisations locales, comme à Toulouse.

Ces expériences européennes permettent d'**observer** et de **comparer** les initiatives, défis et solutions qui émergent sur un territoire plus large. Par exemple, l'atelier du *Berlin Institut für Partizipation* a montré que certains phénomènes comme celui des "toujours les mêmes" existent également en Allemagne et qu'il est donc pertinent de se nourrir des initiatives des uns et des autres. Des solutions peuvent également être trouvées grâce aux échanges internationaux, comme en témoigne l'exemple de Hambourg avec l'utilisation du système *DIPAS*.

Les transitions environnementale, sociétale, démocratique et numérique sont des problèmes **globaux** et la multiplication des espaces de participation à toutes les échelles favorise l'émergence de processus **coordonnés** et **adaptés** à la spécificité de chaque contexte. Cela ouvre la voie à des solutions **innovantes**, **partagées** et **co-construites**, qui tiennent compte des besoins locaux tout en répondant aux enjeux globaux. C'est en articulant les initiatives locales avec les dynamiques régionales, nationales et internationales que nous pourrons véritablement avancer vers une transition réussie et inclusive.



Atelier en anglais
porté par Democracy Technologie
/ Open Source Politics / Make.org



CONCLUSION

sur cette 8e édition des Rencontres

Cette 8e édition des Rencontres européennes de la participation est **une réussite**. Si bien des éléments restent à **étudier** et à **améliorer**, ces temps de rencontres et de productions sont cruciaux pour discuter de **l'avenir de notre démocratie**. La participation citoyenne et la démocratie participative commencent à avoir une vraie assise dans les milieux sociaux et politiques. Il est urgent de réussir à continuer de toucher à la fois les **fins connaisseurs** et politiques de la démocratie participative, mais également les **nouveaux et nouvelles venu(e)s** dans ce domaine. Comme présenté dans ce bilan, la thématique des transitions, plus actuelle que jamais, a permis de traiter différents sujets, tous importants et d'actualité. À travers ce bilan, nous espérons offrir une vision de ce que la démocratie participative peut apporter pour renforcer la démocratie et accompagner les transitions de demain.

Un grand merci à toutes les personnes ayant contribué à l'organisation de ces rencontres, ainsi qu'à toutes celles qui ont participé. Ces Rencontres prennent vie grâce à leur engagement, et leur succès est directement lié à un fort engagement commun en faveur de la démocratie participative. Nous espérons que ces éléments inspireront chacun et chacune d'entre nous à promouvoir la culture de la décision partagée.



Pour aller plus loin

- Pour continuer le partage d'expériences sur les bonnes pratiques, le *CGDD* et *Empreintes citoyennes* proposent un temps d'échanges le 19 septembre à 11h.
- L'atelier *d'Eclectic expérience* se poursuit avec la formation d'un groupe de travail !
- L'*ICPC* propose une newsletter dédiée et des ressources sur la formation disponibles sur son site internet.
- L'atelier *Webmaster* se poursuit également à travers des échanges sur les thématiques de l'atelier.



LA PROCHAINE ÉDITION

17 - 19 MARS 2025

Nous vous donnons d'ores et déjà rendez-vous du 17 au 19 mars 2025 à Strasbourg pour la 9e édition des Rencontres européennes de la participation !



CETTE 8ÈME ÉDITION ÉTAIT CO-ORGANISÉE PAR :



AVEC LE SOUTIEN FINANCIER ET LA PARTICIPATION DE :



ET LA PARTICIPATION DE :

